

**Convention collective régionale**  
**IDCC : 1059. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, ÉLECTRIQUES,**  
**ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES**  
**(Midi-Pyrénées)**  
**(21 février 1980)**  
(Étendue par arrêté du 8 juillet 1987,  
*Journal officiel* du 22 juillet 1987)

---

**AVENANT DU 23 FÉVRIER 2018**  
**RELATIF À LA FIXATION DES BARÈMES DES TAUX EFFECTIFS GARANTIS**  
**POUR 2018**

NOR : ASET1850525M  
IDCC : 1059

---

Entre :  
UIMM Midi-Pyrénées,

D'une part, et  
CFDT ;  
FO métaux ;  
CFE-CGC SIPEM,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Dans le cadre des dispositions de l'article 6.1 B de l'avenant « Mensuels » à la convention collective du 1<sup>er</sup> avril 1980, les barèmes joints en annexe fixent les taux effectifs garantis.

**Article 2**

Ces taux sont établis à partir de l'année 2018.

**Article 3**

Les présents barèmes seront adaptés à l'horaire de travail effectif auquel sont soumis les salariés.

**Article 4**

La vérification de l'application des présents barèmes se fera au plus tard au 31 décembre 2018.

Les taux effectifs garantis englobent l'ensemble des éléments bruts de salaires quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit toutes les sommes brutes versées en contrepartie du travail effectif et/ou directement ou indirectement à l'occasion du travail et figurant sur le bulletin de paie et supportant des cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale, à l'exception :

– de la prime d'ancienneté prévue par l'article 9 de l'avenant « Mensuels » ;

- des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- des majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant à ce titre des dispositions de la présente convention collective ;
- des sommes ayant le caractère d'un remboursement de frais ;
- des sommes découlant de la participation ou de l'intéressement au sens de la législation.

## **Article 5**

### *Égalité professionnelle*

Les parties signataires rappellent leur attachement au principe d'égalité professionnelle et au contenu de l'accord national du 8 avril 2014 relatif à l'égalité professionnelle et à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

## **Article 6**

Les parties signataires rappellent leur attachement à l'accord national du 12 décembre 2013 visant à mettre en place une politique durable en faveur de l'insertion professionnelle et de l'emploi des personnes en situation de handicap dans les entreprises de la métallurgie.

## **Article 7**

### *Clause de revoyure*

Si les données économiques le nécessitent, les parties signataires s'engagent à se revoir avant le 31 décembre 2018.

## **Article 8**

Le présent avenant est conclu à durée indéterminée.

## **Article 9**

Le présent accord fera l'objet des mesures de publicité prévues par la législation en vigueur.

Fait à Toulouse, le 23 février 2018.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Barèmes des taux effectifs garantis à partir de l'année 2018

Base : 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

*Haute-Garonne et Midi-Pyrénées*

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TEG ANNUEL
I	1	140	17 982
	2	145	18 047
	3	155	18 135
II	1	170	18 534
	2	180	18 802
	3	190	19 094
III	1	215	19 683
	2	225	20 073
	3	240	20 725
IV	1	255	21 393
	2	270	22 153
	3	285	23 125
V	1	305	24 444
	2	335	26 808
	3	365	29 379
		395	32 305